

N°377
OCTOBRE
2021

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE
DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

LE MARCHÉ CROISSANT DES OBLIGATIONS SOUVERAINES VERTES

Cet automne, la vingt-sixième conférence des parties (COP 26) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Glasgow et la quinzième (COP 15) de la Convention sur la diversité biologique à Kunming témoignent de la recherche de réponses collectives et efficaces face à l'urgence environnementale. Le développement de la finance verte permet de soutenir ces efforts en orientant les flux financiers au profit de la transition écologique. Depuis cinq ans, les émetteurs souverains peuvent notamment y contribuer par l'émission d'obligations souveraines vertes, à l'image de la France qui a joué un rôle moteur dans la création de ce produit.

La demande croissante des investisseurs pour ces titres et leurs conditions de taux intéressantes pour les émetteurs ont permis un rapide développement de ce marché, s'accéléralant depuis l'an dernier. Ainsi, après la Pologne, la Belgique, l'Irlande et les Pays-Bas, la Suède, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni ont depuis 2020 émis leurs premières obligations vertes, de même que la Corée qui a choisi d'émettre en euro. Au niveau des institutions européennes, après la Banque européenne d'investissement, pionnière du marché, la Commission européenne vient de lancer sa première obligation verte et a vocation à devenir le principal émetteur mondial d'obligations vertes dans le cadre de son programme Next Generation EU.

La France aussi accélère et c'est ainsi qu'il y a un an, lors du Climate Finance Day, M. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, annonçait la création en 2021 d'une nouvelle OAT verte, lancée le 16 mars dernier. [L'OAT verte 0,50 % 25 juin 2044](#) a été émise avec un taux à l'émission de 0,526 %, pour un montant initial de 7 milliards d'euros, identique au niveau atteint en janvier 2017 lors de l'émission inaugurale de la première OAT verte, [l'OAT 1,75 % 25 juin 2039](#). L'OAT 2044 a déjà fait l'objet de deux nouvelles émissions par adjudication cette année, de sorte que son encours actuel est de 11,4 milliards d'euros. L'encours total des deux titres s'établit ainsi à 40,3 milliards d'euros, confortant la place de la France comme premier émetteur souverain d'obligations vertes.

À titre d'exemple [le quatrième rapport d'allocation et de performance](#) datant de juillet dernier rend compte de l'utilisation des fonds levés en 2020 (6,7 milliards d'euros). 72 % de ce montant ont ainsi été alloués à des projets visant à atténuer le changement climatique, 13 % étaient consacrés à l'adaptation au changement climatique, 8 % ont permis de soutenir les efforts de réduction de la pollution, de l'eau, de l'air et du sol et 7 % ont financé la préservation de la biodiversité.

La France présente également chaque année l'ensemble des dépenses vertes éligibles qui ont été adossées aux émissions des OAT vertes, ainsi que les indicateurs de performance associés. Au-delà de l'allocation des dépenses, la France a pris d'importants engagements de transparence lors de l'émission inaugurale de l'OAT verte. Les impacts environnementaux des dépenses adossées aux émissions de l'obligation verte font ainsi l'objet d'un examen approfondi. Ces travaux d'évaluation, supervisés par un conseil d'experts indépendant, de réputation internationale, donnent lieu à des rapports thématiques. Les trois premiers rapports consacrés au [Crédit d'Impôt pour la Transition Énergétique](#) à [Voies navigables de France](#) et à [l'Office national des forêts](#) ont été publiés respectivement en 2018, 2019 et 2020. Le quatrième rapport, à paraître fin novembre, portera sur certains aspects de la stratégie d'innovation du Programme d'investissements d'avenir.

Encours total des obligations souveraines vertes

Émetteurs souverains	Montants en octobre 2021 (en Md€)	Première émission
France	40,3	janv-2017
Allemagne	24,0	sept-2020
Royaume-Uni	19,0*	sept-2021
Italie	13,5	mars-2021
Pays-bas	10,7	mai-2019
Belgique	10,4	févr-2018
Irlande	6,1	oct-2018
Espagne	5,0	sept-2021
Suède	4,0**	sept-2020
Pologne	3,8	déc-2016
Corée	0,7	oct-2021

Sources : Bloomberg & AFT

* montant converti de GBP en EUR d'après les taux de marché du 29 oct. 2021 (1£ = 1,19 €)

** montant converti de SEK en EUR d'après les taux de marché du 29 oct. 2021 (1 SEK = 0,10 €)

Pour en savoir plus sur les OAT vertes : <https://www.aft.gouv.fr/fr/oat-verte>

Depuis 2020, la France a fait face à une crise sanitaire et économique sans précédent. L'activité a été marquée en 2020 par une récession d'une ampleur inédite (-8,0 %). La dégradation de la situation du marché du travail a été limitée grâce aux mesures mises en place pour absorber la baisse d'activité (293 000 emplois salariés détruits soit -1,1 %).

En dépit de l'importance du choc, l'économie a rapidement et fortement rebondi. La croissance est attendue à 6,25 %(*) en 2021 et 4 % en 2022, plaçant la France en tête des principales économies européennes. Les mesures d'urgence ayant permis de préserver la capacité de rebond de l'économie française, la reprise, grâce à un plan « France Relance » mis en œuvre dès l'été 2020, a été portée par un redressement marqué de l'investissement, puis de la consommation, à mesure de l'amélioration de la situation sanitaire. La reprise s'ancrerait dans la durée grâce à la progression de la couverture vaccinale et au déploiement à un rythme soutenu du plan France Relance. L'activité devrait ainsi retrouver son niveau pré-crise à la fin de l'année 2021.

En parallèle, la situation sur le marché du travail s'est également améliorée en 2021, avec notamment un fort rebond de l'emploi au premier semestre, permettant à l'emploi salarié de retrouver puis de dépasser son niveau pré-crise. Depuis le début du quinquennat, ce sont ainsi près de 827 000 emplois salariés qui ont été créés à date, malgré la crise. En lien avec ces fortes créations d'emploi observées au 1er semestre 2021, le taux d'emploi a dépassé son niveau d'avant crise au 2e trimestre 2021, pour s'établir à près de 67 %.

Concernant les finances publiques, dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) pour 2022, présenté en Conseil des ministres le 22 septembre, le déficit public s'élèverait à 8,1 % (*) du PIB en 2021, et la dette à 115,3 % (*). Le retour de l'activité a permis de contenir le déficit public en dessous de 9 % (prévision qui avait été établie pour l'année 2021 dans le programme de stabilité 2021-2027), en dépit de l'intervention publique massive déployée pour limiter les effets de la crise. En 2022, le rebond de l'activité permettrait de réduire fortement le déficit, à 5,0 % du PIB (*), et le ratio de dette publique baisserait légèrement à 113,5 % du PIB (*). La normalisation de la situation des finances publiques se poursuivra progressivement de façon à préserver la reprise économique et se fera prioritairement par le retour de la croissance ainsi que par les réformes structurelles.

Face à la crise, l'action du Gouvernement a été massive et rapide, avec pour objectif de préserver dans un premier temps l'outil de production et l'emploi (entreprises, appariement sur le marché du travail), en déployant une série de mesures d'urgence (activité partielle, fonds de solidarité, prêts garantis par l'État, exonérations de cotisations), dont les premières évaluations ont montré la très forte efficacité. Ces mesures ont été constamment adaptées à la situation sanitaire, pour accompagner les phases de reprise d'activité, tout en continuant de protéger les entreprises et les ménages dont l'activité restait contrainte. Au total, en réponse au choc de court terme, les administrations publiques ont engagé 69,7Md€ de mesures de soutien d'urgence direct avec impact sur le solde public en 2020 et 63,8Md€ en 2021, auxquelles s'ajoutent l'impact de la baisse spontanée des prélèvements obligatoires, ainsi que les autres mesures de politique économique (France Relance, Ségur, etc.)

En sortie de crise, France Relance, plan de relance massif qui mobilise 100Md€ – dont 40Md€ sont refinancés par le plan de relance européen – est en cours de déploiement, pour rehausser au plus vite l'activité et l'emploi, et ainsi éviter les effets négatifs durables de la crise. Le plan France Relance a également pour objectif de transformer l'économie française en investissant pour accélérer la transition écologique, rehausser la compétitivité et le potentiel d'innovation, et renforcer la cohésion sociale et territoriale. Pour assurer sa pleine efficacité, le déploiement du plan s'effectue à un rythme soutenu, avec près de la moitié des 100 Md€ de crédits de France Relance déjà engagée contractuellement à fin août 2021, et un objectif de 70 % d'ici fin 2021.

En parallèle, le Gouvernement a engagé un effort très important de formation et d'investissement dans les compétences afin de réduire les tensions de recrutement, en redéployant 1,4Md€ à cette fin. Il a annoncé aussi un plan d'investissement de long terme - « France 2030 » - à hauteur de 30 Md€, appelés à être déployés sur cinq ans, qui vise à bâtir la France de 2030, faire émerger dans notre pays et en Europe les champions de demain et accompagner les transitions de nos secteurs d'excellence, notamment l'automobile, l'aéronautique ou encore l'espace.

Ces investissements d'envergure s'inscrivent dans la continuité de la stratégie économique menée depuis 2017, qui a pour priorités de libérer les initiatives, de mieux rémunérer le travail et d'insérer par l'activité, de protéger les plus vulnérables, de bâtir une protection sociale plus universelle et plus adaptée aux défis actuels, et, enfin, d'investir massivement dans la transition écologique et l'innovation.

() Depuis la publication du projet de loi de finances pour 2022, le Gouvernement a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2021, de 6,0 % à 6,25 %, de même que ses prévisions initiales de déficit et de dettes publics. Ce sont les chiffres révisés qui figurent ici.*

Pour accéder au rapport économique social et financier du PLF 2022, rendez-vous sur le site web des publications de la Direction générale du Trésor : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/10/05/publication-du-rapport-economique-social-et-financier-plf-pour-2022>

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

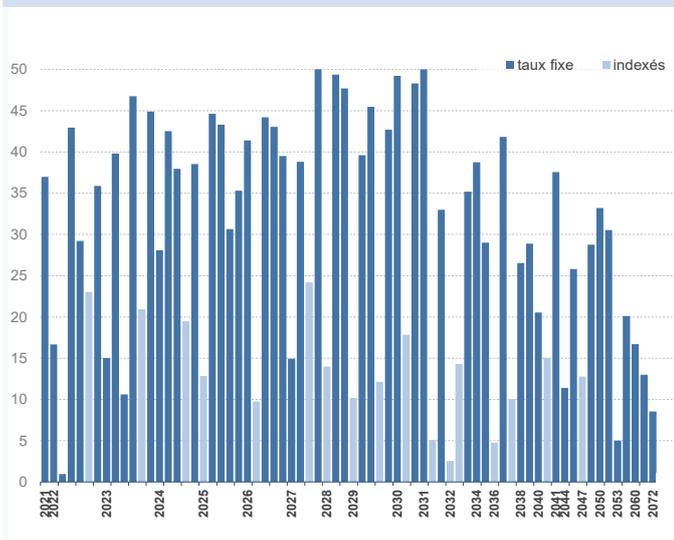
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
		2	8	15	22	29	18	4	18
Novembre 2021	date d'adjudication	2	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	4	10	17	24	1/12	22	8	22
Décembre 2021	date d'adjudication	6	13	20	27	-	2	2	2
	date de règlement	8	15	22	29	-	6	6	6

décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2021

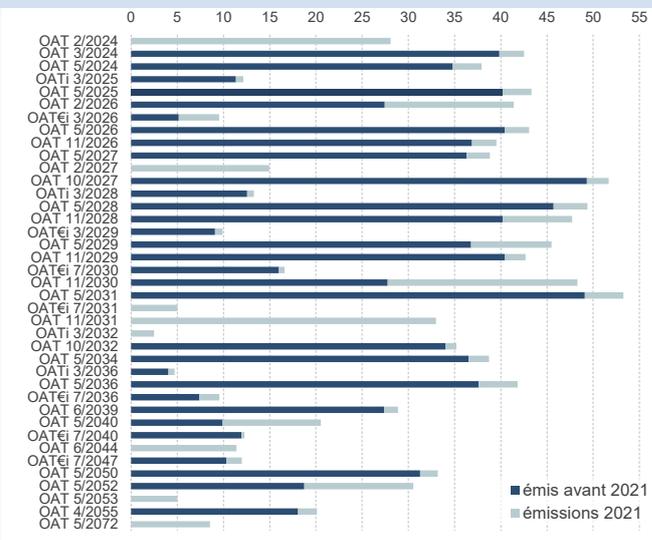
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 SEPTEMBRE 2021

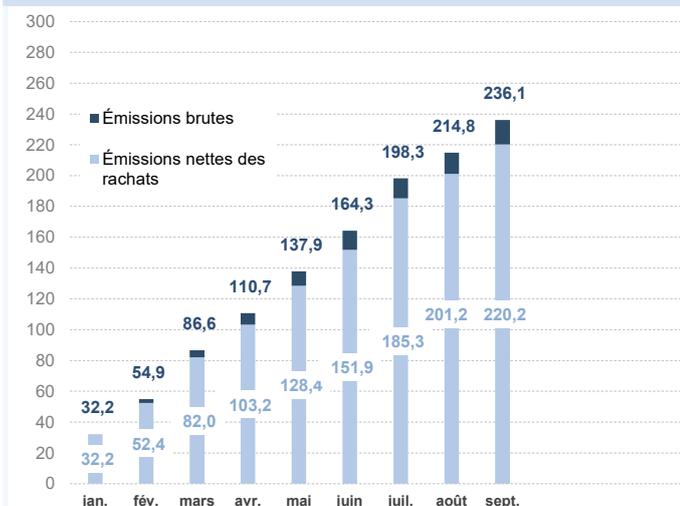
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 30 SEPTEMBRE 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 SEPTEMBRE 2021

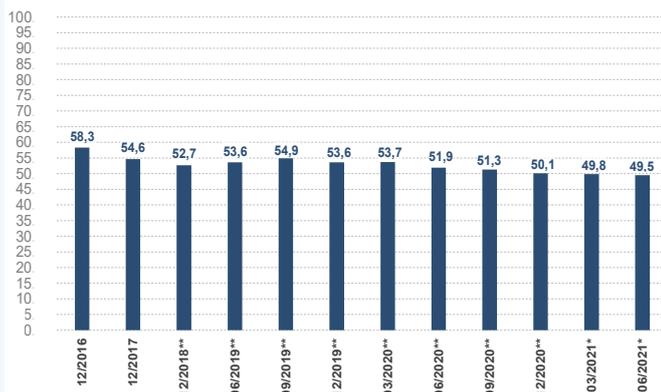
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
oct-21	10,3	37,0
nov-21	1,5	
déc-21		
janv-22		
févr-22		16,7
mars-22	0,1	
avr-22	10,5	43,9
mai-22	8,7	29,2
juin-22	0,6	
juil-22	2,5	23,3
août-22		
sept-22		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



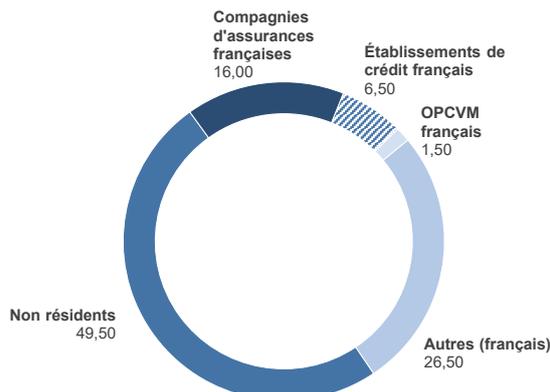
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2021

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 983 412 936 308
Encours démembré	58 593 580 500
Durée de vie moyenne	soit 9 ans et 16 jours
Total dette à court terme	164 092 000 000
Durée de vie moyenne	125 jours
Encours total	2 147 504 936 308
Durée de vie moyenne	soit 8 ans et 138 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 30 SEPTEMBRE 2021

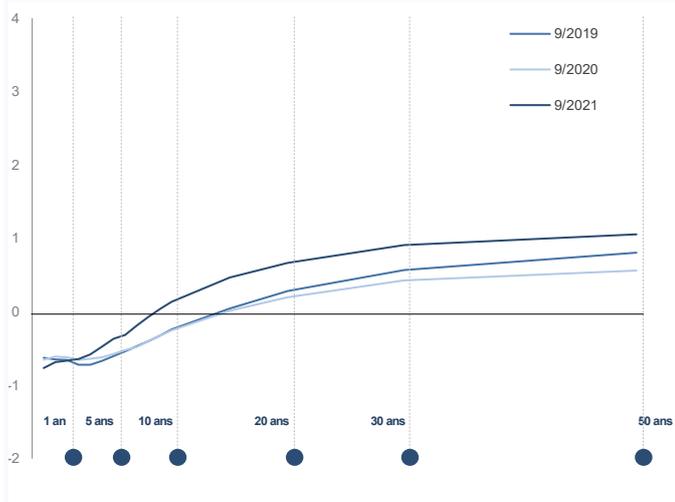
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin août 2021	Fin sept 2021
Encours de la dette négociable	1 756	1 823	2 001	2 126	2 148
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	227	229
Moyen et Long Terme	1 644	1 716	1 839	1 964	1 983
Court Terme	113	107	162	162	164
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	336 jours	63 jours	73 jours	157 jours	138 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

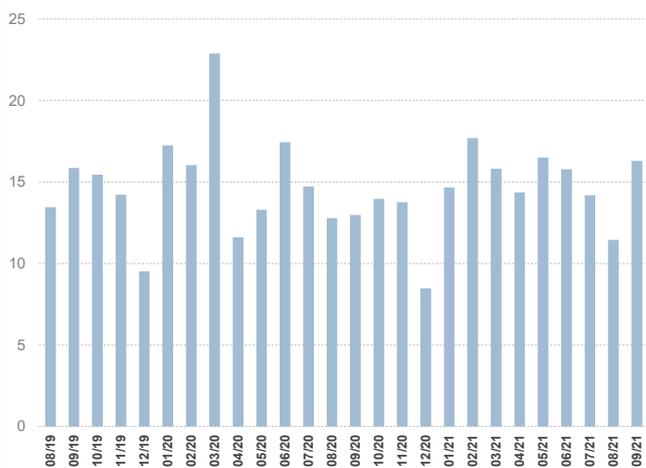
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

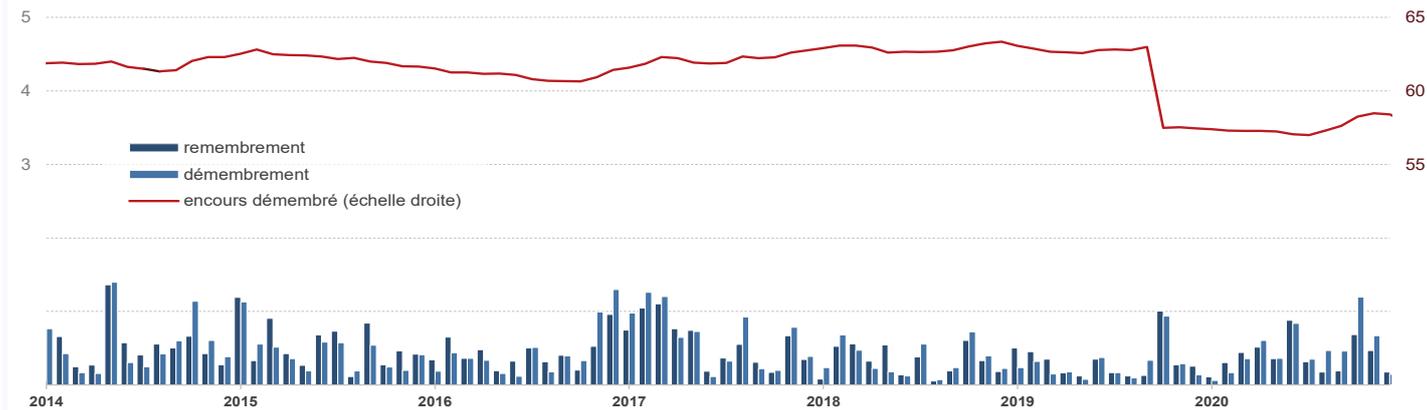
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

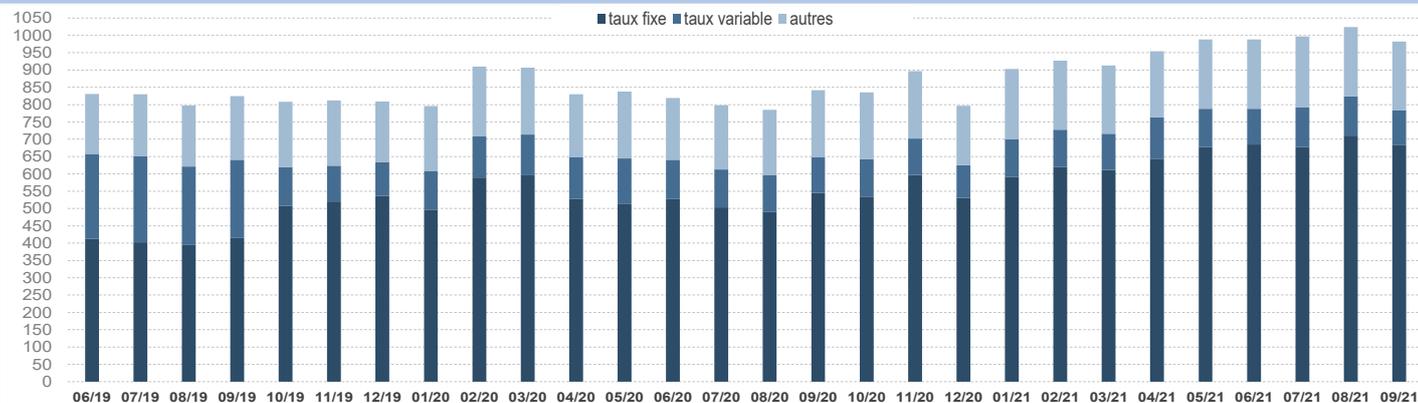
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 30 SEPTEMBRE 2021

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	7 109 000 000
FR0126893470	BTF 13 octobre 2021	5 768 000 000
FR0126750761	BTF 20 octobre 2021	8 295 000 000
FR0126893488	BTF 27 octobre 2021	5 796 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 605 000 000
FR0126893496	BTF 10 novembre 2021	5 102 000 000
FR0126750779	BTF 17 novembre 2021	7 676 000 000
FR0126893504	BTF 24 novembre 2021	4 985 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 874 000 000
FR0126893512	BTF 8 décembre 2021	9 114 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	12 046 000 000
FR0126893520	BTF 5 janvier 2022	3 417 000 000
FR0126893538	BTF 12 janvier 2022	5 589 000 000
FR0126461823	BTF 26 janvier 2022	7 193 000 000
FR0126893546	BTF 9 février 2022	7 771 000 000
FR0126461831	BTF 23 février 2022	7 126 000 000
FR0126893595	BTF 9 mars 2022	2 306 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	8 522 000 000
FR0126750787	BTF 21 avril 2022	8 328 000 000
FR0126750795	BTF 18 mai 2022	9 057 000 000
FR0126750803	BTF 15 juin 2022	6 988 000 000
FR0126893561	BTF 13 juillet 2022	6 455 000 000
FR0126893579	BTF 10 août 2022	6 390 000 000
FR0126893587	BTF 7 septembre 2022	5 580 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 30 SEPTEMBRE 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2021		36 991 000 000				
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
Échéance 2022		148 699 986 180				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	16 666 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	960 939 990			0	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	42 948 000 000			79 509 300	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	29 214 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	23 034 046 190 (1)	1,16023	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	35 877 000 000			0	
Échéance 2023		178 032 588 543				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	15 020 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 324 365 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 925 392 640 (1)	1,15943	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			453 985 000	
Échéance 2024		166 583 172 690				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	28 097 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	19 469 172 690 (1)	1,08651	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 30 SEPTEMBRE 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2025		166 741 609 278				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	12 827 681 160 (1)	1,05682	12 138 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	43 331 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 814 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
Échéance 2026		177 903 426 240				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	41 396 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	9 720 426 240 (1)	1,01934	9 536 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	43 058 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		129 643 709 200				
FR0014003513	OAT 0,00 % 25 février 2027	14 949 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	24 193 709 200 (1)	1,14337	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	51 687 000 000			62 743 600	
Échéance 2028		111 134 186 407				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	14 005 788 750 (1)	1,05505	13 275 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (2)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	49 380 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	47 717 000 000			0	x
Échéance 2029		150 138 613 250				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	10 188 268 710 (1)	1,02943	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 274 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	45 491 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	12 140 464 082 (1)	1,32175	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
Échéance 2030		115 361 273 150				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	17 818 273 150 (1)	1,07255	16 613 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	48 310 000 000			0	x
Échéance 2031		91 360 620 920				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	53 267 000 000			58 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	5 105 620 920 (1)	1,02092	5 001 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00 % 25 novembre 2031	32 988 000 000			0	x
Échéances 2032 et plus		510 822 750 450				
FR0014003N51	OATi 0,10 % 1 mars 2032	2 531 958 000 (1)	1,01400	2 497 000 000	0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	14 302 862 080 (1)	1,32238	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 597 157 400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	38 746 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			3 367 737 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	4 762 233 900 (1)	1,01109	4 710 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	41 823 000 000			100 000	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	10 070 700 270 (1)	1,05199	9 573 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 659 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	28 874 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	20 536 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	15 042 263 200 (1)	1,22494	12 280 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	37 558 000 000			5 503 099 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50 % 25 juin 2044	11 402 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			721 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	12 788 410 400 (1)	1,06748	11 980 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			622 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	33 195 000 000			179 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	30 529 000 000			592 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75 % 25 mai 2053	5 000 000 000			5 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	20 118 000 000			11 158 918 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 833 404 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 211 200 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	8 537 000 000			30 400 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	4,9 %	08/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	-2,4 %	09/2021
Taux de chômage (BIT)	8,0 %	T2-2021
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	2,2 %	09/2021
• ensemble hors tabac	2,1 %	09/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-6,7 Md€	08/2021
" "	-7,1 Md€	07/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-1,3 Md€	08/2021
" "	-3,4 Md€	07/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,25 %	29/10/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,56 %	29/10/2021
Euro / dollar	1,17	29/10/2021
Euro / yen	132,55	29/10/2021

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

Situation mensuelle du budget de l'État
en milliards d'euros

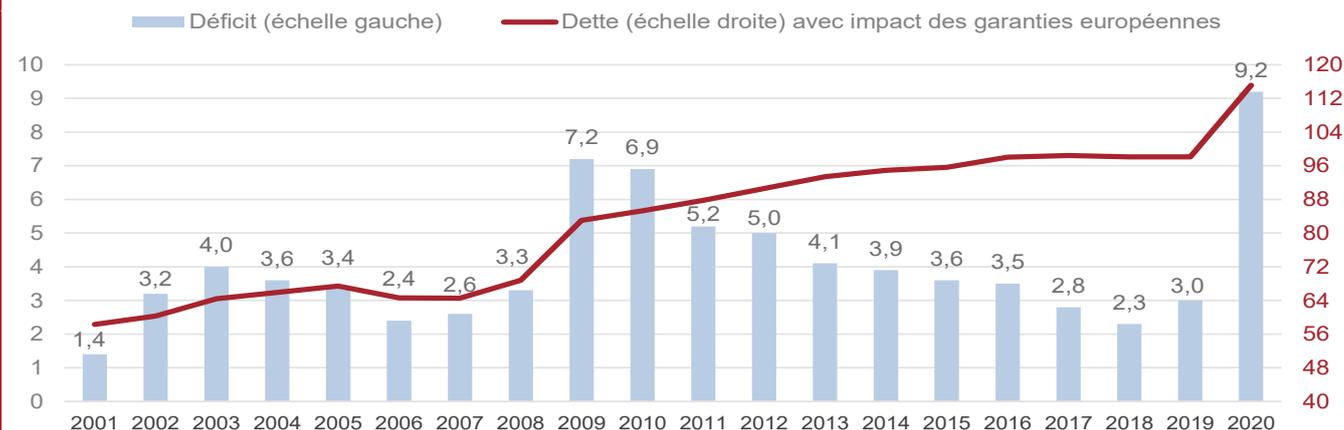
	2019	2020	niveau à la fin août		
			2019	2020	2021
Solde du budget général	-96.91	-172.68	-92.29	-131.25	-157.20
Recettes	301.07	282.69	180.68	168.08	180.99
Dépenses	397.98	455.37	272.97	299.32	338.19
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4.06	-5.42	-30.85	-34.44	-20.84
Solde général d'exécution	-92.69	-178.10	-123.14	-165.69	-178.05

source : ministère du Budget, des Comptes publics et des Finances publiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

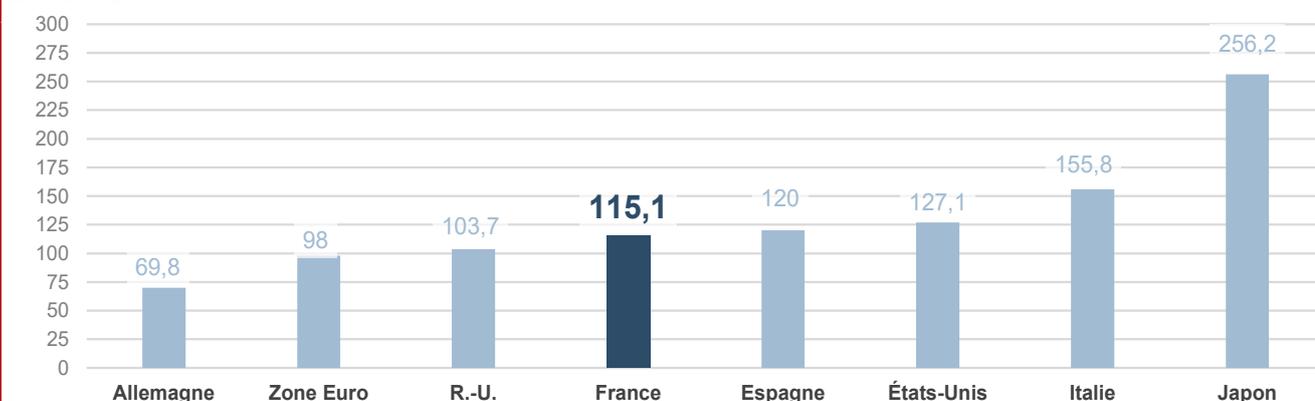
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

NOVEMBRE 2021 

5 Indice de la production industrielle en septembre	5 Estimation flash de l'emploi salarié - T3 2021	8 Balance des paiements en septembre	9 Réserves nettes de change en octobre	15 Indice des prix à la consommation en octobre	16 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en novembre
17 Inflation (IPCH) : indice d'octobre	24 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en novembre	26 Indice des prix à la consommation - résultats provisoires en novembre	30 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en octobre	30 Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés - T3 2021	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en octobre

DÉCEMBRE 2021 

3 Indice de la production industrielle en octobre	7 Chiffres du commerce extérieur en valeur en octobre	7 Balance des paiements en octobre	15 Résultats définitifs de l'indice des prix à la consommation en novembre	15 Réserves nettes de change en novembre	16 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en décembre
17 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques T3 2021	17 Inflation (IPCH) : indice de novembre	22 Indice des prix de production et d'importation de l'industrie en novembre			

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».